

Turquie : l'après-Erdogan a-t-il commencé ?

mardi 13 mars 2012, par [Ariane Bonzon](#)

Fragilisé par la maladie, le Premier ministre turc connaît une période difficile. Après dix années de stabilité politique, son gouvernement est confronté à des luttes de pouvoir au sein de l'Etat.

« Dieu, et Dieu seul, sait combien chacun d'entre nous vivra. Lorsque le moment de mourir arrive, on ne peut pas avancer ou retarder l'échéance », a déclaré le Premier ministre turc mercredi 7 mars ([Turk PM attacks cancer rumour, « only God » knows his fate](#)), devant les responsables de son parti. Une manière pour Tayyip Erdogan, un musulman pratiquant âgé de 58 ans, qui ne boit ni ne fume, de prendre ses distances avec la récente « fuite » publiée par Wikileaks selon laquelle il serait atteint d'un cancer du colon et qu'il n'aurait plus que deux années à vivre.

Le temps n'est pas loin où tout ou presque tout, semblait réussir à Tayyip Erdogan ([The Deep State](#)). Depuis son arrivée au pouvoir en 2002, le Premier ministre turc a donné à la Turquie pour la première fois depuis longtemps une longue stabilité politique.

Après avoir échappé de justesse en 2008 à son interdiction par la Cour constitutionnelle, le parti de la Justice et du développement (AKP) qu'il a créé en 2001 et qu'il tiendrait « d'une main de fer » remportait, pour la troisième fois consécutive ([AKP : dans les coulisses d'une machine à gagner](#)), les législatives de juin 2011, avec un score (50% des voix) supérieur aux précédents.

Quand tout lui réussissait

Ayant déjoué au moins une tentative de putsch militaire, Tayyip Erdogan, soutenu par de nombreux responsables de la police puis de la justice, a renvoyé l'armée dans ses casernes ([Turquie : la revanche d'Erdogan](#)) après que plusieurs dizaines de généraux et officiers ont été arrêtés dans le cadre du démantèlement de la nébuleuse dite Ergenekon ([L'Affaire Ergenekon](#)). Un véritable tour de force dans un pays où l'institution militaire, garante de la laïcité pour certains, junte pour d'autres, paraissait « intouchable ».

Avec un taux de croissance estimé à 8% pour 2011, l'économie turque s'est inscrite à la 16^e place mondiale et la Turquie appartient désormais au petit club du G20. Ce succès économique allié à l'affirmation politique des valeurs musulmanes ainsi qu'à la dénonciation de l'attitude israélienne à l'égard des Palestiniens ont fait de Tayyip Erdogan le leader le plus admiré des populations arabes de la région.

Le vrai bémol, c'est son échec vis-à-vis de l'Union européenne lequel est cependant contrebalancé par l'investissement stratégique dont lui et la Turquie sont l'objet de la part de l'administration Obama après celle de Bush ([La lucide diplomatie turque des Etats-Unis.](#))

Mais en février, la lutte pour le pouvoir qui sévit au sein de l'Etat turc est apparue au grand jour. Alors qu'il s'apprêtait à subir une seconde intervention chirurgicale, le Erdogan apprenait que le procureur Sarikaya venait de convoquer plusieurs responsables des services de renseignements (MIT) (« [L'affaire du MIT](#) » et les évolutions en cours du système politique turc.) dont son directeur Hakan Fidan, afin de les interroger sur leurs contacts avec le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK, interdit).

Hakan Fidan est l'homme de confiance de Tayyip Erdogan. Le Premier ministre turc l'a nommé à ce poste et chargé de prendre langue avec l'organisation séparatiste kurde (*en guerre contre l'Etat turc depuis*

1984). Une rencontre a eu lieu en 2010 à Oslo sans cependant aboutir à un accord de paix en bonne et due forme.

Un sabotage de la nébuleuse Ergenekon ?

Défiant l'autorité du Premier ministre, la décision du procureur a été examinée, analysée et interprétée sous toutes les coutures. Un universitaire spécialiste des relations internationales qui a ses entrées au ministère des Affaires étrangères m'expliquant même qu'il ne fallait pas exclure un rôle du Mossad dans cette affaire. Peu favorables à Hakan Fidan qui est aussi en charge des négociations avec l'Iran, les services israéliens seraient, disait-il, « en train de perdre le contrôle des services turcs après tant d'années de collaboration ». Une théorie que le journal Sabah par exemple développe dans ses colonnes ([*The interest lobby, Hakan Fidan and Israe*](#)).

D'autres analystes voient dans cette convocation, et le discrédit des services secrets et du Premier ministre qu'elle a entraîné dans l'opinion publique, un nouvel acte de « sabotage » effectué par ce qui reste de la nébuleuse kémaliste Ergenekon pour faire tomber le gouvernement.

Pourtant, c'est du côté de ce qu'on appelle en Turquie la « *Cemaat* » qu'il faut plutôt chercher l'explication de ce bras de fer. La Cemaat est une vaste communauté, pieuse, turque, musulmane, réformiste et nationaliste, souvent appelée « *mouvement Gülen* » d'après le nom de son guide spirituel, réfugié aux Etats-Unis à la fin des années 1990. Elle compte des millions de « *fidèles* », dévoués humainement et financièrement. Sans exclure qu'elle soit dirigée de façon extrêmement centralisée et organisée, cette communauté fonctionne essentiellement sur le mode de l'adhésion volontaire, de la discipline et de la solidarité. Elle mène une mission salvatrice qu'elle développe, en particulier, au sein d'un réseau international d'écoles.

On la dit influente au sein de la police. Non pas que les directives officielles seraient le fait des « *Gulénistes* », mais plutôt parce que « *des décisions prises par des responsables connus pour être membres du mouvement induiraient automatiquement que les autres membres de la Cemaat les suivent* », explique l'intellectuel libéral Ali Bayramoglu. ([*Battle within Islamist sector is the biggest in the history of the Republic*](#))

Sans le soutien des « *Gulénistes* » dans la police, et dans une moindre mesure dans la justice et dans la politique, Tayyip Erdogan, en lutte contre l'establishment militaire et constitutionnel kémaliste, n'aurait sans doute pas pu asseoir son pouvoir et prendre le contrôle de l'Etat.

Le poids de la communauté Cemaat

Or si la Cemaat a soutenu l'AKP jusqu'en 2009/2010, explique Erkan Toguslu, un universitaire turc basé en Belgique qui connaît le mouvement de l'intérieur, elle a adopté une position plus critique depuis que l'AKP domine la vie politique. Elle s'est distinguée du Premier ministre notamment sur la nouvelle constitution (*ou son absence*), les relations avec Israël (*il faut savoir mettre de côté le problème palestinien*) et la question kurde (*admettre l'usage de la langue kurde dans les écoles tandis que l'AKP aurait une approche plus politique du dossier*).

Depuis deux ou trois ans, la Cemaat cherche à consolider son pouvoir au sein de l'appareil sécuritaire de l'Etat. C'est pourquoi elle aurait initié les arrestations de milliers d'activistes kurdes militant au sein du KCK (*Union des communautés du Kurdistan, une plateforme civile urbaine proche du PKK*) et de dizaines d'intellectuels ([*Nouvelles arrestations inquiétantes en Turquie*](#)), de journalistes ([*Nouvelle rafle dans l'affaire KCK : une quarantaine de journalistes en garde à vue*](#)) et de fonctionnaires qui la critiquaient.

Hakan Fidan lui-même, le patron du MIT, aurait été troublé par l'« *infiltration* » des Gulénistes dans la fonction publique. Et la Cemaat chercherait désormais à s'assurer des positions au sein des services secrets dont elle a été écartée jusqu'ici, selon l'universitaire Ahmet Insel.

A l'opposé de cette thèse, dans Zaman, le journal du mouvement, Emre Uslu suggère que toute cette

histoire a été montée par le MIT lui-même afin de « *liquider les Gulénistes* » qui ne seraient plus utiles au Premier ministre et « *libérer* » les milliers de personnes toujours détenues dans le cadre de l'opération contre le KCK laquelle a « fait tache » pour l'image du gouvernement à l'étranger. ([*Gülen movement will be liquidated ; KCK suspects will be released*](#))

Ce qui est sûr en tout cas, c'est que l'alliance entre les Gulénistes et le Premier ministre turc n'est définitivement plus ce qu'elle était.

Le 9 février, Hakan Fidan ne s'est pas rendu à la convocation du procureur. Ce dernier a été démis de ses fonctions deux jours plus tard. Dans la semaine suivante, Tayyip Erdogan encore convalescent a fait voter une loi au Parlement afin de protéger les responsables des services secrets qui ne pourront être interrogés par la justice sans accord du Premier ministre. Une manière de reprise en main. Mais pour combien de temps ?

De Pennsylvanie, Fetullah Gülen a transmis ses condoléances et ses vœux de prompt rétablissement à Tayyip Erdogan. Mais le pouvoir du Premier ministre turc paraît fragilisé. On s'en inquiète à Washington. Ainsi qu'en Turquie. Et il n'est pas rare d'entendre ceux qui hier critiquaient l'autoritarisme du Premier ministre turc, redouter aujourd'hui que la Turquie de « l'après-Erdogan » renoue avec le chaos politique.